

LA COHÉSION NATIONALE, UN DÉFI POUR L'ÉTAT ET LA LIBERTÉ DE CULTE

Alexandre MALAFAYE, Président de Synopia

Madame la Sénatrice Leila Aïchi
Mesdames et messieurs les parlementaires et les élus
Chers membres de Synopia
Chers amis

Permettez-moi tout d'abord d'adresser mes plus vifs remerciements à Monsieur Gérard Larcher, président du Sénat, qui a bien voulu accorder son haut patronage à notre colloque.

Nos remerciements vont ensuite à la sénatrice Leila Aïchi sans qui ce colloque n'aurait jamais eu lieu. Merci infiniment.

Je salue aussi et remercie chaleureusement les membres du groupe de réflexion de Synopia qui, depuis plus d'un an, travaillent sur la question du Bien vivre ensemble, et qui ont accompagné avec ardeur l'organisation de ce colloque.

Merci d'avance à tous les intervenants qui nous tiendront en haleine ce matin et éclaireront nos travaux.

Merci à nos bénévoles et aux équipes techniques du Palais du Luxembourg.

Enfin, merci à tous de votre présence et de votre mobilisation ce matin.

* * *

Nous sommes réunis dans cette grande salle du palais du Luxembourg car nous devons faire face, ensemble, à un enjeu majeur de société et de cohésion nationale. Sans les événements du mois de janvier 2015, je ne suis pas sûr que l'organisation d'un tel colloque eut été possible.

Mais quelque chose a changé dans notre pays, qui permet plus qu'hier, de poser certains problèmes et de prononcer certains mots sans être immédiatement associés aux partis dits extrêmes...

La première donnée que nous devons considérer en abordant ce colloque, c'est la démographie. Une donnée clé, quels que soient les endroits du monde où nous posons notre regard. En Afrique, en Asie...

En France, depuis 60 ans, sous l'effet des migrations et de la natalité, la population a déjà sensiblement évolué. Aujourd'hui, selon les sources, elle compte 6 à 7 millions de personnes de confession musulmane.

Ce n'est pas rien !

Mais ce bouleversement démographique n'en est qu'à ses débuts. Notre pays va changer encore davantage au cours des 60 prochaines années. En soi, ce n'est ni bien ni mal. C'est un fait, ou pour le moins, un changement probable.

Mais s'il est bien préparé, ce changement est une chance pour la France. Alors tentons notre chance !

« Faire des prévisions, c'est toujours difficile, surtout quand ça concerne l'avenir... » disait Alphonse Allais.

Par chance, l'avenir et la démographie font assez bon ménage. La démographie est une science prédictive parmi les moins inexactes...

Et que nous disent les chiffres ?

Qu'en 2030, les français musulmans voisineront le chiffre de 10 millions.

Et qu'en 2060, des démographes très sérieux, certains cités par Nicolas Tenzer dans un récent ouvrage, estiment que dans plusieurs pays d'Europe, dont la France et la Grande Bretagne, les individus « d'origine caucasienne » seront à parité en nombre avec les autres origines ethniques. À parité, c'est à dire 50 / 50.

Alors, oui ! Il me semble urgent et responsable de prendre en compte ces changements, et de mettre les principaux acteurs concernés face à leurs responsabilités !

Car la France est une grande Nation, dont les valeurs placent l'homme et la femme au centre de la Cité.

Et il n'est pas question que ça change.

Voilà pourquoi la cohésion nationale est l'affaire de tous !

Elle est d'abord l'affaire de l'État.

Mais hélas ! ses représentants politiques oublient trop souvent qu'on ne bâtit pas une Nation en divisant son Peuple, même pour des raisons électorales. Surtout pour des raisons électorales ...

Ces mêmes représentants choisissent trop souvent le court terme. Par facilité, ils repoussent à plus tard les dossiers sensibles, n'hésitent pas à employer des mots forts et à faire de grandes annonces. Mais la plupart du temps, la montagne accouche d'une souris, les espoirs sont trahis et les frustrations s'accumulent, en même temps que les difficultés.

Mais la cohésion nationale est aussi l'affaire des principales communautés qui, qu'on les reconnaissent ou non, forment la France.

Je reviendrai à cette question des communautés.

Aujourd'hui, et c'est ce que nous disent les démographes, les français musulmans se trouvent, comme l'État, en première ligne. Sans doute parce qu'ils forment la famille

des (je mets des guillemets) « nouveaux venus ». Même si certains sont présents sur le territoire hexagonal depuis trois, quatre ou cinq générations, ils n'ont, de fait, pas (je mets des guillemets) la même « antériorité », ni la même histoire, la même culture ou la même religion, que la majorité des « accueillants ».

Cette nouvelle réalité crée des droits et devoirs pour chacun.

Le devoir de l'État est prendre la mesure des mutations qui sont à l'œuvre et de s'adapter afin de garantir l'égalité pour tous. Égalité de droit. Egalité devant la Loi et Justice.

Quelque soit sa confession ou son « antériorité », le devoir du citoyen est respecter les règles du pays : règles de vie, règles de comportement. Sans quoi, comment pouvons-nous espérer bien vivre ensemble ?

Cette nouvelle réalité devrait nous amener à nous interroger sans tabou sur le sens et la portée du mot communauté.

Certes, la Constitution précise que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ».

Elle précise également que la France « respecte toutes les croyances. » L'idée de communauté est clairement absente de cet article.

Mais nous pourrions nous souvenir que les Pères de la Constitution de 1958 avaient disposé, en l'article 1 du texte d'alors, qui fut révisé en 1995, que « La République et les peuples des territoires d'outre-mer qui, par un acte de libre détermination, adoptent la présente Constitution, instituent une Communauté. La Communauté est fondée sur l'égalité et la solidarité des peuples qui la composent. »

Il est intéressant de noter cette reconnaissance juridique des peuples qui composaient alors la communauté nationale. Ce n'était que pragmatisme...

C'est bien le pragmatisme.

Par ailleurs, les medias qui fustigent l'idée de communautés au sein de la Nation ne cessent de parler des communautés, sur Facebook, sur twitter.

Encore un paradoxe bien français...

Pour ma part, je n'ai pas peur des mots, ni de l'Histoire. J'ai peur des dérives. Qu'elles soient communautaires, identitaires, religieuses ou encore sectaires.

Et j'ai peur de la récupération politicienne, des clientélismes électoraux et de toutes ces formes de confiscation du débat, au nom de la bien-pensance et de principes soi-disant républicains. Le tout fabrique l'inaction publique, entretient les rancœurs et les haines.

Ce redoutable cocktail, un tiers de dérives, un tiers d'inaction et un tiers de haines, saupoudré d'un gros zest de cynisme politique, porte en lui un germe de guerre civile ! Ou, à tous le moins, de graves et durables fractures de notre tissu social et national.

* * *

Pour éviter cela, nous devons parvenir à vivre ensemble. Mais la cohabitation n'est pas notre ambition. Nous ne nous satisferons pas d'un quelconque *statu quo* sur fond de résignation ou de constat d'échec du modèle d'intégration à la française.

Notre ambition est de bien vivre ensemble !

Ce qui suppose de trouver un chemin nouveau. Débattre et dialoguer ne suffiront pas. Les bons sentiments non plus. Il faut une volonté farouche.

Il nous faut regarder les réalités en face, toutes les réalités, en étant responsables, courageux et soucieux de l'avenir que nous nous préparons ensemble. En faisant preuve d'ouverture d'esprit, en saisissant toutes les opportunités qui nous permettront d'avancer, en regardant loin devant et en pensant à nos enfants, à nos petits enfants.

Le moment est venu d'agir. Vite !

Par la Loi.

Et par l'engagement de chacun.

L'intégration ne va pas de soi, nous pouvons maintenant en être persuadés, et des forces redoutables sont à l'œuvre, qui exploitent notre désunion et nos faiblesses.

* * *

Ce matin, nous sommes donc réunis pour travailler sur ce thème essentiel de la cohésion nationale, et approfondir les nombreuses questions qu'il suscite.

Nous vous proposons deux tables rondes, qui, compte tenu de la qualité des intervenants, permettront de bien poser les problèmes et de formuler des propositions concrètes, susceptibles d'être mises en œuvre de façon consensuelle, raisonnable et raisonnée.

La première, présidée par l'Ambassadeur Jean d'Amécourt est intitulée : **Islam, quelle place dans la République ?**

La seconde, que j'animerai, se penchera sur **l'Islam et la loi de 1905.**

Les problèmes sont difficiles, les questions particulièrement sensible, mais nous n'avons pas peur. Comme le disait le cardinal de Richelieu, l'art de la politique, ce n'est pas de faire ce qui est possible, mais de rendre possible ce qui est nécessaire.

Bon colloque à tous !